

28 bis, rue Barbès  
92120 Montrouge

TÉLÉPHONE 01 55 48 90 00  
FAX 01 47 35 17 71

www.gemfi.com

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA  
CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU  
TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**  
**A l'attention de Madame Sylvie Nicolier Bigel**  
**CITÉ ADMINISTRATIVE**  
**20 QUAI HIPPOLYTE ROSSIGNOL**  
**77011 MELUN CEDEX**

Montrouge, le 18 mars 2021

LR/AR n° 1A 192 550 1861 6

**Nos réf. : 014-21Ge/LH/MD**

**Objet : Projet de construction d'un établissement logistique  
ZAC du Tertre de Montereau à Montereau-sur-le-Jard (77950)  
Demande de dispense en application de l'article R.4216-32  
du Code du travail**

**Contact :**

- **Laurent Horbette | laurent.horbette@gemfi.com**
- **Arnaud Gottvalles  
+33 (0)1 55 48 90 16 | arnaud.gottvalles@gemfi.com**
- **assistante :  
Marion Duteurtre  
+33 (0)1 55 48 90 02 | marion.duteurtre@gemfi.com**

Madame,

La société GEMFI envisage la création d'un établissement logistique au sein de la ZAC du Tertre de Montereau sur la commune de Montereau-sur-le-Jard (77).

Cette opération a fait l'objet, après différentes réunions de mise au point avec la DRIEE, le SDIS et la Préfecture de Seine-et-Marne, d'un dépôt de Permis de Construire et d'une Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale en date du 4 mars dernier.

La dimension de ce bâtiment hautement mécanisé et son mode de fonctionnement impliquent que certains personnels de l'établissement pourront être amenés à travailler en étage à une distance des escaliers d'évacuation supérieure à la distance maximale de 40 mètres prévue par l'article R 4215-11. Cette situation intervient dans deux cas précis et localisés dans le projet (3 cellules sur les 11 qui constituent le site) et concerne deux typologies de personnels : Personnel « lambda » et Personnel « de maintenance ».

En application de l'article R 4216-32 du même code, le directeur de la DIRECCTE peut délivrer une dispense d'application de ces dispositions sur proposition de mesures compensatoires assurant un niveau de sécurité équivalent.

SAS  
capital de 150 000 €  
RCS  
Nanterre 339 753 725  
SIRET  
339 753 725 00037

P R O M O T I O N / D É V E L O P P E M E N T / I M M O B I L I E R  
Gicram Groupe • Gicram / Gemfi / Architecture Espace / GSG / G2.MBa

La société GEMFI a donc fait réaliser une étude spécifique par la société EFECTIS France (organisme reconnu compétent par le ministère de l'Intérieur pour les études de désenfumage en vertu de l'avis du 8 août 2006 - *journal officiel n°182 texte n°54*).

En effet, les études spécifiques d'évacuation des personnes sont couramment réalisées comme cela est introduit dans le guide des bonnes pratiques pour les études d'ingénieries du désenfumage du Laboratoire Central de la Préfecture de Police (paru en juillet 2017), laboratoire agréé en résistance et réaction au feu par le ministère de l'Intérieur (en vertu de l'arrêté du 5 février 1959 modifié, des arrêtés du 24 avril 1972 et 29 décembre 2016). Ainsi, une étude portant à la fois sur les techniques de désenfumage et sur les méthodes d'évacuation du personnel mises en œuvre au sein du bâtiment a été conduite.

Ainsi, l'étude spécifique réalisée par EFECTIS démontre que :


- Pour ce qui concerne le « Personnel Lambda » en cellule N1 2B (Article 11.4 du rapport) : *« Les études d'ingénierie présentées dans ce rapport permettent de s'assurer des bonnes conditions d'évacuation du personnel au début de l'incendie et d'atteindre un niveau de sécurité satisfaisant (sections 8 et 10 du rapport). En complément, un couloir protégé est construit en fond de la cellule (REI120 + DF) afin de réduire la distance d'évacuation ».*
- Pour ce qui concerne le « Personnel de Maintenance » en cellules N1 2A et N1 3A (article 11.5 du rapport), les mesures de sécurité au sein du bâtiment assureront au personnel de maintenance un niveau de sécurité équivalent aux dispositions résultant du code du travail.

L'intégralité de ces éléments sont détaillés au sein de l'étude EFECTIS France que vous trouverez en pièce jointe. Cette étude étant par ailleurs annexée au dossier de Demande d'Autorisations Environnementales du projet.

C'est la raison pour laquelle la société GEMFI sollicite votre concours pour délivrer, sur le fondement de l'étude conduite par EFECTIS France, la dispense visée à l'article R4216-32 du Code du Travail.

En vous remerciant par avance de l'attention que vous voudrez bien porter à notre demande, et dans l'attente de votre réponse, nous restons bien entendu à votre disposition pour tout complément d'information que vous pourriez souhaiter.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de nos salutations distinguées.



**Laurent Horbette**  
Directeur général